

# TEXTE D'ORIENTATION PRÉSENTÉ PAR L'AGET (TOULOUSE) POUR LE 58e CONGRÈS DE L'UNEF (ORIENTATION « UNIVERSITÉ DÉMOCRATIQUE »)

## PREAMBULE

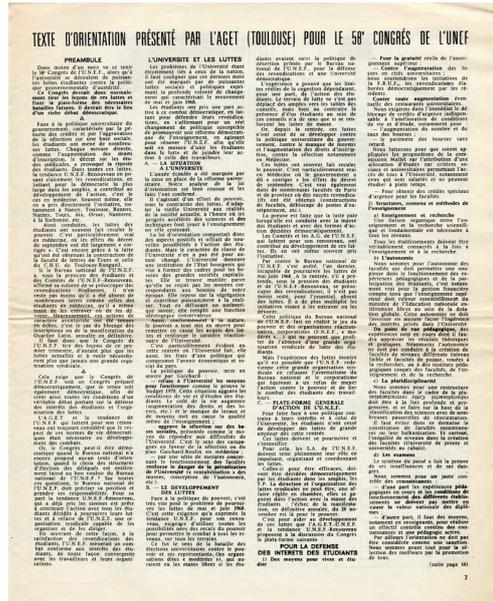
Dans moins d'un mois va se tenir le 59e Congrès de l'U.N.E.F. alors qu'à l'université se déroulent de puissantes luttes étudiantes contre la politique gouvernementale d'austérité.

Ce Congrès devrait donc normalement tirer les leçons de ces luttes, et fixer la plate-forme des nécessaires batailles futures. Il devrait être le lieu d'un riche débat démocratique.

\*  
\* \* \*

Face à la politique universitaire du gouvernement, caractérisée par la pénurie des crédits et par l'aggravation de la sélection sur une base sociale, les étudiants ont mené de nombreuses luttes. Chaque mesure directe, comme l'augmentation des droits d'inscription, le décret sur les études

médicales, a provoqué la riposte des étudiants. Dans toutes ces luttes, la tendance U.N.E.F.-Renouveau en posant clairement les revendications, en luttant pour la



démocratie la plus large dans les amphis. a contribué au développement de l'action, c'est le cas en médecine. Souvent même, elle en a pris directement l'initiative, notamment à Nancy, Toulouse. Rennes, Nantes, Tours, Aix, Orsay, Nanterre, à la Sorbonne, etc.

Ainsi conduites, les luttes des étudiants ont souvent fait reculer le pouvoir. C'est particulièrement vrai en médecine, où les effets du décret de septembre ont été largement « corrigés ». C'est encore grâce à la lutte qu'ont été obtenues la construction de la faculté de Lettres de Tours et celle du CHU de Toulouse Rangueil.

Si le Bureau national de l'U.N.E.F a, sous la pression des étudiants et des Comités de l'U.N.E.F.-Renouveau, affirmé sa volonté de se préoccuper des revendications étudiantes, il n'en reste pas moins qu'il a été absent de nombreuses luttes comme celles des étudiants en médecine, qu'il a même tenté de les entraver ou de les dévoyer. Heureusement, ces actions de *caractère* aventuriste ont été tenues en échec, c'est le cas du blocage des inscriptions ou de la manifestation du Quartier Latin, annulée en définitive.

Il faut donc que le Congrès de l'U.N.E.F. tire des leçons de ce premier trimestre, d'autant plus que les luttes actuelles et à venir nécessiteront plus que jamais une grande organisation syndicale.

\*

\*      \*

Cela exige que le Congrès de l'U.N.E.F soit un Congrès préparé démocratiquement, que se [*sic*] tenue soit également démocratique, afin de créer ainsi toutes les conditions d'un véritable débat portant sur la défense des intérêts des étudiants et l'organisation des luttes.

L'A.G.E.T. et la tendance de l'U.N.E.F. qui luttent pour son renouveau ont toujours considéré que le respect de ces normes de vie démocratiques était nécessaire au développement des combats.

Or, le Congrès peut-il être démocratique quand le Bureau national n'a encore proposé aucun texte d'orientation, quand le choix des structures d'élection des délégués est entièrement laissé au bon vouloir du Bureau national de l'U.N.E.F. ? Sur toutes ces questions, le Bureau national de l'U.N.E.F. doit préciser sa position et prendre ses responsabilités. Pour sa part la tendance U.N.E.F.-Renouveau, qui a déjà pris les siennes est prête à continuer l'action avec tous les étudiants décidés à poursuivre leurs luttes et à refaire de l'U.N.E.F. une organisation syndicale capable de les organiser et de les diriger.

En œuvrant de cette façon, à la satisfaction revendications des étudiants, l'U.N.E.F mènerait un combat conforme aux intérêts des étudiants, de toute façon convergente [*sic*] avec les travailleurs et leurs organisations.

## **L'UNIVERSITE ET LES LUTTES**

Les problèmes de l'Université étant étroitement liés à ceux de la nation, il faut souligner que ces derniers mois ont été marqués par de puissantes luttes sociales et politiques exprimant la profonde volonté de changement qui caractérisait le mouvement de mai et juin 1968.

Les étudiants ont pris une part active à ce combat démocratique, en luttant pour défendre leurs revendications, en s'affirmant pour un réel changement de politique susceptible de promouvoir une réforme démocratique de l'enseignement, en agissant pour rénover l'U.N.E.F. afin qu'elle soit en mesure d'unir les étudiants dans la lutte et de joindre leur action à celle des travailleurs

### **A- LA SITUATION A L'UNIVERSITE**

L'année écoulée a été marquée par la mise en place de la réforme universitaire. Notre analyse de la loi d'orientation est bien connue et les faits l'ont confirmé.

Il s'agissait d'un effort du pouvoir, sous la contrainte des luttes, d'adapter la vieille Université aux réalités de la société actuelle, à l'heure où les progrès accélérés des sciences et des techniques font jouer à l'enseignement un rôle croissant.

La loi d'orientation comportait donc des aspects positifs et offrait de nouvelles possibilités à l'action des étudiants. Mais le caractère de classe de l'Université n'en a pas été pour autant changé. L'Université demeure une institution de l'Etat bourgeois qui vise à former des cadres pour les besoins des grandes sociétés capitalistes. Elle se trouve mutilée parce qu'elle ne reçoit pas les moyens correspondants aux besoins de notre époque. Elle repose sur la ségrégation et contribue puissamment à la réaliser. Tout en diffusant un authentique savoir, elle remplit une fonction idéologique conservatrice

Aussi, conformément à sa nature, le pouvoir a tout mis en œuvre pour remettre en cause les acquis des luttes et renforcer le caractère réactionnaire de l'Université.

C'est particulièrement évident en cette rentrée où l'Université fait, elle aussi, les frais d'une politique qui compromet l'avenir économique et social du pays.

La politique du pouvoir, mise en œuvre par Guichard

— **refuse à l'Université les moyens pour fonctionner** comme le prouve le budget 1970. Cette situation aggrave les conditions de vie et d'études des étudiants. Le coût de la vie augmente (augmentation des droits et des loyers, etc) et le manque de locaux et de moyens met en cause la qualité même de l'enseignement

— **aggrave la sélection sur des bases sociales**, présentée comme le moyen de répondre aux difficultés de l'Université. C'est le sens des campagnes en faveur de la sélection ou du plan Guichard-Boulin en médecine

— par une série de mesures concernant le fonctionnement des facultés renforce le **danger de la privatisation de l'Université** (« rentabilisation des œuvres, conception de l'autonomie. etc )

## **B - LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES**

Face à la politique du pouvoir, s'est très vite posé le problème de poursuivre les luttes de mai et juin 1968. C'est cette exigence qu'a exprimée la tendance U.N.E.F. pour son renouveau, exigence d'utiliser toutes les possibilités nées des reculs du pouvoir pour permettre le combat à tous les niveaux, sur tous les terrains.

Ce fut le sens de la bataille des élections universitaires contre le pouvoir et ses représentants, (les organisations dites « modérées »), qui auraient eu les mains libres si les étudiants avaient suivi la politique de désertion prônée par le Bureau national de l'U.N.E.F. pour la défense des revendications et une Université démocratique.

L'expérience a prouvé que les limites réelles de la cogestion dépendaient, pour une part, de l'action des étudiants. Le terrain de lutte ne s'est pas déplacé des amphithéâtres vers les tables des conseils, mais bien au contraire la présence d'élus étudiants au sein de ces conseils n'a de sens que si se renforcent les luttes de masse.

Or, depuis la rentrée, ces luttes n'ont cessé de se développer contre la politique universitaire du gouvernement, contre le manque de moyens et l'augmentation des droits d'inscription, contre la sélection notamment en Médecine.

Ces luttes ont souvent fait reculer le pouvoir. C'est particulièrement vrai en Médecine où le gouvernement a dû « corriger » les effets du décret de septembre. C'est vrai également dans de nombreuses facultés de Paris et de province où des succès revendicatifs ont été obtenus (constructions de facultés, déblocage de postes d'enseignement, etc.).

La preuve est faite que la lutte paie lorsqu'elle est conduite avec la masse des étudiants et avec des formes d'action décidées démocratiquement.

Les Comités et les A.G. de l'U.N.E.F. qui luttent pour son renouveau, ont contribué au développement de ces luttes. Ils en ont même souvent pris l'initiative.

Par contre le Bureau national de l'U.N.E.F. s'est avéré, l'an dernier, incapable de poursuivre les luttes de mai juin 1968. A la rentrée, s'il a prétendu, sous la pression des étudiants et de l'U.N.E.F. Renouveau, se préoccuper des revendications, il n'est pas moins resté, pour l'essentiel, absent des luttes. Il a de plus multiplié les initiatives visant à les entraver ou les dévoyer.

Cette publique du Bureau national de l'U.N.E.F fait en réalité le jeu du pouvoir et des organisations réactionnaires, corporatistes (F.N.E.F., « modérés ») qui ne peuvent que profiter de l'absence d'une grande organisation syndicale de lutte des étudiants.

Mais l'expérience des luttes montre qu'il est possible que l'U.N.E.F. redevienne cette grande organisation syndicale en refusant l'aventurisme du Bureau national et le corporatisme qui équivaut à un refus de mener l'action contre le pouvoir et de lier le combat des étudiants des travailleurs.

### **C— PLATE•FORME GENERALE D'ACTION DE L'U.N.E.F.**

Pour faire face à une politique contraire à leurs intérêts et à celui de l'Université, les étudiants n'ont cessé de développer des luttes de grande ampleur dès cette rentrée.

Ces luttes doivent se poursuivre et s'intensifier.

Pour cela, les S.A. [*sic !!!* Il faut certainement lire C.A.] de l'U.N.E.F. doivent tenir pleinement leur rôle en impulsant, organisant et coordonnant les luttes.

Celles-ci pour être efficaces, doivent être décidées démocratiquement par les étudiants dans les amphis, les T.P. La direction et l'organisation des luttes syndicales ne peut être, une affaire réglée en chambre, elles se gagnent dans l'action avec la masse des étudiants: l'échec de la manifestation, en définitive annulée, du 28 novembre est là pour le prouver.

C'est pour aider au développement de ces luttes que l'A.G.E.T.-U.N.E.F. et la tendance U.N.E.F. Renouveau proposent à la discussion du Congrès la plate forme suivante :

### **POUR LA DEFENSE DES INTERETS DES ETUDIANTS**

#### **1) Des mesures pour vivre et étudier**

— Pour la **gratuité** réelle de l'enseignement supérieur

— Contre l'**augmentation** des loyers en cités universitaires: nous soutiendrons les initiatives de la F.R.U.F., les revendications élaborées démocratiquement par les résidents.

**Contre toute augmentation** éventuelle des restaurants universitaires.

Nous exigeons dans l'immédiat le déblocage des crédits d'urgence indispensable à l'amélioration de conditions de vie et d'étude, notamment pour

- l'augmentation du nombre et du taux des bourses
- le paiement des bourses sans retard.

Nous lutterons pour que soient appliquées les propositions de la commission Mollet sur l'attribution d'une allocation d'études sur critères sociaux et universitaires permettant l'accès de tous à l'Université, notamment ceux qui sont salariés et ne peuvent étudier à plein temps.

Pour obtenir des crédits spéciaux d'urgence pour les facultés.

## **2) Structures, contenu et méthodes de l'enseignement**

### **a) Enseignement et recherche**

Une liaison organique entre l'enseignement et la recherche scientifique et fondamentale est nécessaire tous les niveaux.

Tous les établissements doivent être véritablement consacrés à la fois à l'enseignement et à la recherche.

### **b) L'autonomie**

Nous sommes pour l'autonomie des facultés qui doit permettre une souplesse dans le fonctionnement des expériences pédagogiques et de la participation des étudiants, c'est notamment vrai pour la gestion financière compte tenu que l'enseignement supérieur doit relever essentiellement du ministre de l'Education nationale entièrement libres au sein de la dotation globale. Cette autonomie ne doit favoriser en aucune façon l'ingérence des intérêts privés dans l'Université.

Du **point de vue pédagogique**, des expériences sont en cours dont il faudra apprécier les résultats théorique et pratiques Néanmoins l'autonomie ne doit pas conduire à la création de facultés de niveaux différents (niveau faible et facultés de pointe, vouées à la recherche), ou à des instituts pédagogiques coupés des facultés, de l'enseignement et de la recherche

c) La **pluridisciplinarité**

Nous sommes pour une restructure des facultés dans le cadre de la pluridisciplinarité. Cette restructuration doit être à la fois profonde et progressive, et se faire sur la base de la classification des sciences avec de nombreuses passerelles de réorientation.

Il faut éviter dans ce domaine la constitution de facultés monstrueuses ou leur balkanisation. Et surtout, l'inégalité de niveaux dans la création des facultés (Université de pointe et universités au rabais).

d) **Les examens**

Le système du passé a fait la preuve de ses insuffisances et de ses dangers

Nous sommes pour un juste contrôle des connaissances

— d'une part les expériences pédagogiques en cours et les conditions de fonctionnement des différents établissements ne doivent pas mettre en cause la valeur nationale des diplômes ;

— d'autre part, il faut des moyens, notamment en enseignants, pour réaliser un effectif contrôle continu des connaissances et une pédagogie active.

Par ailleurs l'orientation ne doit pas être considérée comme une sanction. Nous sommes avant tout pour la sélection des meilleurs par la promotion de tous.

Dans l'immédiat donner des moyens aux étudiants les plus défavorisés pour permettre les rattrapages, Des consultations entre étudiants et enseignants doivent avoir lieu.

**e) I.U.T., grandes écoles et classes préparatoires**

Quant aux problèmes des mutations dans l'enseignement supérieur, nous avons une position de principe: nous sommes à la fois hostiles à la création des facultés de deuxième zone et à la création de facultés ou d'écoles réservées à une prétendue élite.

C'est pourquoi, en ce qui concerne les Instituts Universitaires de Technologie, nous exigeons qu'ils ne soient pas les facultés du pauvre.

Nous demandons donc la création d'une maîtrise de technologie et d'un troisième cycle de recherche appliquée.

Ceci est d'autant plus urgent que les I.U.T. ou les T.S. sont pratiquement les seuls secteurs en expansion cette année.

Quant aux grandes écoles et à leurs classes de préparation nous demandons qu'elles soient progressivement intégrées à l'enseignement supérieur

- en étendant aux grandes écoles le bénéfice de loi d'orientation :
- en conférant le statut d'étudiants aux classes préparatoires
- en harmonisant les programmes et les corps professoraux ;
- en généralisant un système d'équivalence.

**f) La cogestion, le rôle des élus dans les conseils.**

La mise en place des conseils d'UER est un acquis de mai-juin, mais elle a montré comme nous l'avions dit que leurs pouvoirs étaient limités.

Mais dans le même temps l'expérience de la lutte menée l'an passé a prouvé que ces limites dépendent pour une part de l'action des étudiants.

Les élus de l'U.N.E.F.-RENOUVEAU considèrent les conseils comme un des terrains de lutte dont l'objectif est avant tout de défendre les intérêts des étudiants. Ils rendent régulièrement compte de leurs actes devant les étudiants, ils s'appuient sur leurs actions et contribuent très souvent à amener les conseils à prendre les décisions en

faveur des intérêts des étudiants, par conséquent à mettre en échec les manœuvres du pouvoir et à obtenir la satisfaction de certaines revendications.

#### **g) Les non-bacheliers**

Par ailleurs, nous attachons une grande importance au problème de l'accès des non-bacheliers à l'Université.

L'expérience de Vincennes doit être continuée et d'autres facultés doivent s'ouvrir aux non-bacheliers.

Nous demandons qu'un centre de rattrapage et de formation accélérée accueille les non-bacheliers pour leur permettre de s'adapter.

Nous demandons par ailleurs que l'enseignement qui leur sera dispensé soit de même qualité que celui dispensé aux autres étudiants, qu'il conduise aux mêmes diplômes.

### **3) L'équipement socioculturel, sportif et la santé.**

Nous voudrions également insister sur cet aspect important de la vie des étudiants.

Nous demandons la mise en place de véritables équipements socio-culturels et sportifs en nombre suffisant (actuellement 425 maîtres d'éducation physique pour 600.000 étudiants). Ces équipements, financés par les pouvoirs publics, bénéficiant de l'expérience d'un personnel technique qualifié devront être gérés démocratiquement.

En ce qui concerne l'équipement médical et social nous demandons un médecin et un centre de soins permanents dans chaque cité et campus universitaire, la construction de crèches et d'écoles maternelles.

Nous poursuivons la lutte pour la défense de la Sécurité sociale étudiante et de la M.N. E.F. contre les attaques du pouvoir et contre les menées des liquidateurs.

### **4) Les débouchés.**

Sur ce point les étudiants sont dans une grande proportion victimes des contradictions qui résultent de la politique du gouvernement et du patronat. En particulier de la contradiction entre la nécessité, liée au développement scientifique et technologique, de former de nombreux cadres et techniciens et la volonté du gouvernement de réserver pour l'essentiel à une minorité les hauts enseignements scientifiques.

De plus, le gouvernement néglige des secteurs importants mais qualifiés de « non rentables » (au regard de la recherche exclusive du profit) comme la recherche fondamentale par exemple.

Ainsi le problème des débouchés et de la formation professionnelle des étudiants ne peut être séparé du problème général de l'emploi et du chômage des grandes questions qui concernent l'avenir du pays et qui ne trouveront de solutions profondes et durables que dans la lutte d'ensemble pour une réelle transformation de la société et de l'Université.

## **POUR UNE UNIVERSITE DEMOCRATIQUE**

En développant la lutte pour les revendications immédiates que nous venons de préciser, nous avons conscience que les problèmes que rencontrent les étudiants pour vivre et étudier, n'auront de solution profonde et durable que dans le cadre d'une véritable transformation démocratique de l'Université. L'A.G.E.T..U.N.E.F. et la tendance U.N.E.F.-Renouveau ont déjà eu l'occasion de préciser les grandes lignes de l'Université démocratique pour laquelle nous luttons et qui comprendrait notamment

1. La **démocratisation du recrutement** qui permettrait la sélection des meilleurs par la promotion de tous, un égal accès au savoir et au métier.

Cette démocratisation permettrait d'augmenter le nombre des étudiants afin de rattraper le niveau des autres grands pays modernes et de faire face aux besoins sociaux, économique et culturels du pays.

**2. La démocratisation de la gestion de l'Université par une véritable cogestion** et une réelle autonomie des facultés dans le cadre d'un financement public.

3. La modernisation des méthodes et du contenu de l'enseignement.

4. Le développement de la recherche dans tous les domaines, notamment en matière pédagogique, dans l'intérêt des étudiants, des enseignants mais aussi dans l'intérêt de la Nation, notamment de son indépendance.

**5. La mise en œuvre des moyens financiers nécessaires à l'application de telles mesures, en particulier par l'attribution du quart du budget à l'Education Nationale.**

La réalisation d'une telle Université démocratique, dont les objectifs sont contraires à la politique universitaire du gouvernement actuel, ne sera possible que dans le cadre de profondes transformations démocratiques de notre société.

C'est pour cela que l'A.G.E.T.-U.N.E.F. et la tendance U.N.E.F.-Renouveau ont à agir pour défendre leurs revendications, joindre leur combat à celui des travailleurs, pour de réels changements susceptibles de promouvoir une réforme démocratique de l'enseignement, à agir pour rénover l'U.N.E.F. afin qu'elle soit en mesure d'entraîner les étudiants dans cette lutte.

## **L'U.N.E.F.**

La situation actuelle des étudiants, les luttes qui se mènent à l'Université prouvent est possible d'avoir une grande organisation syndicale des étudiants.

Cette organisation a déjà existé et, par son action aux côtés des syndicats de travailleurs, elle a obtenu de grandes conquêtes pour les étudiants (Sécurité sociale étudiante, mutuelle, œuvres universitaires).

Or, les dirigeants de l'U.N.E.F. ont réservé leurs coups contre leur propre syndicat en tentant par tous les moyens de liquider l'U.N.E.F. ; ils ont ainsi pris la responsabilité de priver les étudiants d'un moyen essentiel pour riposter en cette rentrée à la politique du pouvoir.

Mais cette entreprise s'est heurtée à la volonté grandissante des étudiants de rénover l'U.N.E.F. pour qu'elle redevienne un grand syndicat de masse, combatif, démocratique, solidaire des luttes des travailleurs.

### **1. — L'U.N.E.F., syndicat de masse**

Cela implique qu'il soit ouvert à tous, sur la base de son programme et de ses actions. Aucune exclusive idéologique ou politique n'est admissible. Le syndicat défend les intérêts immédiats et d'avenir des étudiants. Son rôle d'entraide n'a pas à être négligé. Gérer une coopérative ou un service logement fait aussi partie des tâches d'un syndicat.

Un large courant d'adhésions ne peut être créé que si, outre les revendications communes à l'ensemble des étudiants, les revendications particulières de chaque catégorie sont défendues et harmonisées. La solidarité étudiante ne peut se développer que sur la base de la défense de tous et de chacun.

### **2. — L'U.N.E.F., syndicat combatif**

Le syndicat étudiant a pour but de défendre toutes les légitimes revendications, celles à court terme, comme celles à long terme et dans l'immédiat selon la plate-forme de lutte précitée.

Il faut donc refuser les conceptions minoritaires des luttes aventuristes, démobilisant les faits [*sic!* Faut-il lire « de fait » ?], les étudiants, comme ce fut le cas lors du blocage des inscriptions décidé bureaucratiquement par le Bureau National de l'U.N.E.F., sans consultation de l'ensemble des étudiants, imposé parfois par la violence et qui a entravé grandement le développement des luttes pourtant nécessaires à cette rentrée.

De telles conceptions et méthodes traduisent en fait une méfiance à l'égard des étudiants, une sous-estimation de leurs capacités de jugement.

L'exemple de Médecine est là pour prouver la maturité, la combativité de l'ensemble des étudiants. Démocratiquement voté dans les amphis, notamment à l'appel

des sections syndicales, luttant pour le renouveau de l'U.N. E F., la grève a été suivie largement à travers la France.

Démocratiquement aussi, après l'obtention de ces derniers succès, les étudiants en médecine ont voté la reprise du travail et la poursuite de la lutte sous d'autres formes.

Il faut refuser aussi la démagogie des corporatistes qui semblent reprendre certaines revendications étudiantes et qui s'efforcent ensuite de fourvoyer l'action, refusant en fait de poser les véritables problèmes et les véritables responsabilités.

### **3. L'U.N.E.F., syndicat démocratique.**

Il doit être démocratique par les objectifs qu'il s'assigne, les luttes qu'il mène et dans son fonctionnement.

**La démocratie de fonctionnement** à l'intérieur de l'U.N.E.F n'est pas un problème mineur. Il s'agit d'un gage d'efficacité dans la lutte.

C'est la condition de la confiance des adhérents dans leur direction et donc un élément de cohésion du syndicat.

Dans l'intérêt même du syndicat, de l'ensemble des étudiants, nous pensons qu'il faut en finir avec les pratiques bureaucratiques et autoritaires et antidémocratiques du B.N. de l'U.N.E.F. comme

a) La transformation antidémocratique des statuts de l'U.N.E.F. qui, dans une organisation démocratique, laissé [*sic*. Restituer soit « a laissé », soit « laisse »] au seul Bureau National de l'U.N.E.F. la possibilité de reconnaître l'appartenance ou non des sections de base de l'U.N.E.F.

b) Le refus de donner les cartes de l'U.N.E.F. aux directions légales et représentatives et [*sic*. Ce « et » semble de trop] des A.G.E Groupes, Corps et Comités d'action U.N.E.F. qui luttent pour son renouveau.

c) L'invalidation systématique et sans fondement des A.G.E. syndicales de l'U.N.E.F.

d) Le refus de prendre en considération la demande de validation des Comités d'action U.N.E.F., et des A.G.E., comme le S.E.M.O., l'A.G.E.N., l'A.G.E.S.P., la F.E.N. et d'autres syndicats qui ont assuré le renouveau de l'U.N.E.F. et le développement des luttes dans leurs facultés.

#### **4. L'U.N.E.F. syndicat étudiant solidaire des travailleurs.**

Il a déjà été montré comment toutes nos revendications étaient liées. La lutte pour les revendications immédiates des étudiants est une composante de la lutte pour une Université démocratique. Notre bataille pour cette Université démocratique qui exige de profonds changements politiques se fera en liaison avec l'ensemble des luttes des travailleurs et de leurs organisations. Nous avons en effet un adversaire commun et des objectifs communs. C'est sur cette base que doit se développer l'intersyndicalisme à tous les niveaux. Le chemin de la victoire passe par l'unité d'action des travailleurs et des étudiants.

Nous devons apprécier hautement la solidarité des travailleurs lors des grandes batailles de mai et juin, ou lors de cette rentrée comme la lettre de Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T. au Bureau du S.E.M.P. ou la prise de position des syndicats pour la défense de Vincennes. Plus que jamais alors que le gouvernement multiplie les attaques contre les organisations syndicales, il est nécessaire de renforcer les liens avec les syndicats des travailleurs et des enseignants, notamment pour la défense des libertés syndicales et démocratiques.

Une tâche importante de l'U.N.E.F. est le développement de la solidarité avec les luttes des étudiants dans le monde. Les derniers mois ont vu de grands mouvements étudiants se développer, la lutte contre l'impérialisme pour la démocratisation de l'enseignement. L'U.N.E.F. doit populariser ces luttes et organiser le soutien des étudiants de France.

L'U.N.E.F. doit impulser la lutte des étudiants pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien. Les récentes manœuvres américaines rendent plus nécessaire que jamais le renforcement de notre solidarité active.

Tout doit être mis en œuvre pour que l'année 1970 soit l'année de la lutte des étudiants français pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien.

#### 5. — **Le renouveau de l'U.N.E.F.**

C'est aux meilleures traditions de l'U.N.E.F., celles [sic] qui avaient 100.000 adhérents pour 300.000 étudiants, que nous nous référons dans notre lutte pour le Renouveau de l'U.N.E.F. Dès la préparation du Congrès de Marseille, alors que le Bureau National de Sauvageot essayait de liquider tentant de la transformer en organisation politique, l'A.G.E.T. avec sept autres associations générales de l'U.N.E.F. a marqué sa volonté de lutter pour la sauvegarde, la rénovation et le renforcement de l'U.N.E.F en s'appuyant sur la volonté de lutte des étudiants.

D'importants succès ont été obtenus dans la lutte pour ces objectifs.

Lors des élections universitaires 100.000 étudiants ont voté pour les listes « Défense des Intérêts des étudiants Université démocratique ». Plus de 1.200 candidats présentés par les Comités U.N.E.F. qui luttent pour son renouveau furent élus.

Ce fut un succès important du mouvement étudiant dans la lutte contre la réaction.

Depuis ces luttes du printemps 1969, le courant de Renouveau de l'U.N.E.F. s'est renforcé. 1500 délégués et élus participèrent aux assises nationales des Comités d'action U.N.E.F. renouveau. Des centaines de Comités d'action U.N.E.F. par amphithéâtre, par T.P. ont été créés.